

*Dans les temps de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire. George Orwell*  
Publication du syndicat SUD Santé Sociaux du Loiret 14 avenue de l'hôpital CS 86709 45067 ORLEANS Cedex 2  
Tél : 06 15 49 68 45 / 02 38 51 49 54 Fax : 02 38 51 46 29 mail : [contact@sudsantesociaux45.org](mailto:contact@sudsantesociaux45.org)

## Les EHPAD en grande souffrance.... Dans la plus totale indifférence!!!

Les personnels, familles et résidents des EHPAD, ainsi que les personnels des services à domicile se sont fortement mobilisés, lors des manifestations de 2018. Le gouvernement n'a pas répondu à l'urgence sanitaire.

Dans le Loiret, rien n'a changé mais au contraire, les professionnels craquent sans faire de bruit : épuisement, démissions, disponibilités....

Rien vu des aumônes de Agnès Buzin, pas d'infirmière, pas de dotation supplémentaire...

Par contre, la disparition des places en maisons de retraite publiques est flagrante :

- Fermeture de 60 places au CAPA à l'entrée de l'EPSM Daumezon sans solution de remplacement,
- Perte de 30 places dans la reconstruction des 2 EHPAD de Fay et Jargeau sur un seul site.

A cela s'ajoutent des conditions de travail désastreuses et les exemples Loirétains abondent:

- Depuis des mois la bâche sur le toit de la Résidence des Hirondelles à Dordives est hors d'usage. Malgré de coûteux travaux (800 000 € pour une chaudière), le Conseil Départemental négocie la vente des murs à l'EHPAD. Mais attention si le conseil d'administration refuse, le loyer va tripler (de 50 000 € à 150 000 €)
- A la Maison Fleurie de Pithiviers, la sécurité des résidents est en jeu avec des risques de chute du 2<sup>ème</sup> étage. Et ailleurs dans l'hôpital, les fugues se multiplient sans réaction de la direction pour sécuriser les patient-es. malgré les alertes des professionnel-les.

La souffrance des personnels provoque accidents du travail, épuisement, et départs précipités vers d'autres horizons.

Et partout, les directions rabotent les droits élémentaires : congés annuels imposés, RTT supprimés, absences pour enfants malades refusées, titularisations stoppées sur postes vacants...

## La maltraitance institutionnelle explose !

Des toilettes à la chaîne comme à l'usine, mais aussi des salarié-es de plus en plus journaliers (multiplication des contrats à la journée) qui n'ont pas le temps ni d'être formé-es, ni de recevoir les bonnes informations pour assurer correctement la prise en charge des résident-es !



L'inaction gouvernementale n'aurait-elle pas pour objectif le transfert de la charge de la dépendance au secteur privé lucratif ? Et avec un reste à charge énorme pour les familles qu'elles ne peuvent pas financer. Quel sort réserve t-on à nos aîné-es ?

Pour le Conseil Départemental, il y a des choix budgétaires : engloutir des millions d'euros dans un pont remis en cause maintes fois ou gérer au mieux la vieillesse et la fin de vie de ses administré-es. A chacun-e son point de vue !

Rassemblons-nous, professionnel-es, résident-es usager-ères et familles pour exiger :

- le recrutement massif de professionnel-les qualifié-es pour atteindre à minima un-e salarié-e pour une personne accueillie avec des formations et des augmentations de salaires,
- le financement de la perte d'autonomie dans le cadre de la solidarité nationale,
- l'arrêt des baisses de dotations induites par la convergence tarifaire.

**Dans l'unité avec les retraité-es,  
le 8 octobre 2019 à 10H30  
Médiathèque Orléans**